



GROUPE



Communiqué de Presse

Climate Finance Day :

L'industrie financière accélère sa mobilisation en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique

Paris, le 22 mai 2015 - Le 22 mai, plus de 1 000 professionnels de la finance internationale se sont réunis pour le Climate Finance Day, point d'orgue de la Climate Week Paris.

Durant la journée, co-organisée par la Caisse des Dépôts, la BEI et Paris EUROPLACE, une trentaine d'intervenants experts et décideurs de haut niveau, ont mis en évidence les meilleures pratiques, les engagements et réflexions innovantes du secteur de la finance et leur soutien à l'investissement public et privé en faveur du climat. Pour atteindre l'objectif de limitation du réchauffement à 2°C et orienter les capitaux pour modifier en profondeur nos modèles économiques, ces actions pionnières ont aujourd'hui vocation à devenir la norme d'action du secteur financier.

Gérard Mestrallet, en qualité de **président de Paris EUROPLACE**, a insisté sur la capacité autonome d'agir de la sphère financière en faveur du climat, tout en rappelant que la généralisation d'un prix du carbone significatif partout dans le monde, la faciliterait grandement.

Il a également annoncé la signature, par Paris EUROPLACE et les grandes organisations professionnelles représentant la Place de Paris (AFA, AFG, AFIC, FBF, ORSE, SFAF), d'un « *nouvel engagement collectif en vue d'accroître leur contribution à l'initiative internationale de lutte contre le changement climatique* ».

En ouverture, **Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes publics** a rappelé l'objectif de parvenir à une Alliance de Paris pour le climat : « *Nous abordons une phase où l'ensemble du système financier doit prendre en compte les risques climatiques dans ses activités* ».

Il a précisé que le rôle des pouvoirs publics est d'envoyer, sur la durée, les bons signaux économiques, soulignant que le projet de loi français sur la transition énergétique en cours d'adoption prévoit que les investisseurs français, publics et privés, devront calculer et rendre publique l'empreinte carbone de leurs portefeuilles.

Christiana Figueres, secrétaire générale de la convention des Nations unies pour le climat, a salué l'engagement de la France dans l'action climatique et cette mesure « *qui fera*

changer la donne « Plus nombreux seront les investisseurs qui le font, plus vite nous atteindrons l'objectif. »

La journée a démontré que des techniques, outils et produits financiers sont dès à présent accessibles dans tous les domaines de la finance tant pour la transition des économies développées que pour les pays en développement vers un modèle moins émetteur de carbone et plus résilient aux changements climatiques.

Différentes méthodes pour l'investissement bas carbone

Différentes voies permettent aux investisseurs de mettre leurs portefeuilles sur une trajectoire compatible avec l'objectif de 2°, en fonction de leur taille et de leurs stratégies. Les coalitions d'investisseurs telles que la **Portfolio Decarbonisation Coalition**, par exemple, portée par le fonds de pension suédois **AP4** et les gestionnaires d'actifs **Amundi** et **Mirova**, leur propose un cadre méthodologique qui facilite la réduction de l'intensité carbone de leurs portefeuilles. Pour accroître la transparence de ces engagements, une plate-forme « **Investors Platform for Climate Action** » a été lancée à l'occasion du Climate Finance Day. Elle recense d'ores déjà l'action climatique de plus de 400 investisseurs, issus de 30 pays couvrant 25 milliards de dollars et rend compte, à la société civile et aux négociateurs, de l'intégrité de l'action climatique des investisseurs, et des progrès qui seront accomplis.

Pierre-René Lemas, directeur général de la Caisse des Dépôts, a affirmé que la caisse des Dépôts allait consacrer 15 Md€ d'ici à 2017 à des investissements en faveur de la transition écologique et énergétique. Il a annoncé son adhésion à la **Montreal Pledge**, coalition d'investisseurs qui les engagent d'ici à la COP21, à mesurer, rendre publique et réduire l'empreinte carbone de ses portefeuilles d'investissement financier. Il a ajouté « *Je souhaite engager un dialogue actionnarial soutenu sur les questions climatiques avec les sociétés dont nous sommes actionnaires et je prends le pari que ce dialogue permettra de réduire l'empreinte carbone de notre portefeuille d'actions. Nous mesurerons les progrès réalisés et si les résultats escomptés ne sont pas au rendez-vous, nous procéderons à des réallocations au sein de notre portefeuille.* »

Jonathan Taylor, Vice-président de la BEI a déclaré « *Il est essentiel de maintenir l'élan de mobilisation de financements de toutes sortes en faveur de climat. C'est grâce au partage le plus large de l'expertise technique et financière que nous garantissons que l'investissement nécessaire pour réduire les émissions et l'impact du changement climatique n'est pas retardé. La Banque européenne d'investissement a une solide expérience de soutien de l'investissement climatique à travers l'Europe et dans le monde. Nous sommes heureux d'avoir joué un rôle de premier plan dans la mobilisation des investisseurs par le biais des obligations vertes. Cet appui comprend le soutien aux Green Bonds Principles qui sont essentiels pour garantir la confiance des investisseurs dans cette nouvelle classe d'actifs. Une coopération continue est essentielle pour relever les défis de cette ampleur et la BEI, en tant qu'un des plus grands prêteurs, est déterminée à poursuivre cet engagement résolu et à apporter **plus de 50 milliards d'euros pour l'investissement climatique au cours des 3 prochaines années** à la demande de nos actionnaires, les 28 États membres de l'UE.* »

Le secteur de l'assurance a aussi pris la mesure des changements de paradigme introduits par les risques climatique. Des solutions très innovantes sont notamment déployées à de grandes échelles territoriales pour mutualiser les risques face aux désastres climatiques. C'est ce qu'a montré l'**African Risk Capacity**.

Une variété d'outils pour surmonter les obstacles au financement de la transition climatique

La journée a également montré que les obstacles au financement des projets et infrastructures de la transition, vers une économie bas carbone, telles que les énergies

renouvelables, l'efficacité énergétique ou encore les infrastructures durables, encore considérés comme risqués et coûteux, peuvent être d'ores et déjà levés. L'exemple de la **Yesbank** qui finance des programmes d'énergie solaire en Inde par émission d'obligations vertes a montré que ce marché en pleine croissance s'étend aux banques privées dans pays émergents. Grâce aux banques de développement et aux banques publiques, des outils innovants de coopération, à l'échelle internationale, bilatérale ou nationale, facilitent l'implication des banques et financeurs privés dans les projets, tant dans les pays en développement que dans les économies en transition.

Parallèlement, Purna Saggurti, Global Chairman of Corporate and Investment Banking, Bank Of America Merrill Lynch, pionnière des financements verts à l'échelle mondiale, initiatrice de la Catalytic Finance Initiative, a souligné la volonté des banques privées de travailler en partenariat avec les banques publiques pour accélérer les financements verts.

Henri de Castries, Président d'AXA, un des principaux assureurs mondiaux a annoncé son désengagement des investissements des compagnies les plus exposées aux activités liées au charbon, soit plus de 500 millions d'euros et qu'il introduira des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans l'ensemble de ses portefeuilles « *fonds généraux* ». Il a ajouté qu'AXA consacrera plus de 3Md€ d'ici à 2020 soit un triplement de ses volumes d'investissement verts. Il a également annoncé qu'AXA rejoint la Montreal Pledge et l'African Risk Capacity.

L'UNEP FI PSI a lancé lors du Climate Finance Day la préparation d'une plateforme « **Insurance industry commitments to build disaster resilience and promote sustainable development** » qui encourage les assureurs à travers le monde à rendre publics leurs engagements en faveur du climat.

Vers un nouveau climat financier

Enfin, le sujet de l'intégration, par les régulateurs, de facteurs de durabilité dans les systèmes financiers a été ouvert pour la première fois à l'échelle internationale. S'appuyant sur la vaste enquête en cours menée par **l'UNEP Inquiry into a sustainable financial system**, les exemples nationaux, dont les plus innovants proviennent de pays émergents tels que l'Inde ou la Chine, poussent les régulateurs à élargir le champ de la gestion des risques, et orienter mieux le capital.

A l'issue du Climate Finance Day, toutes les conditions d'une mobilisation de la finance privée sont réunies tant pour mettre en œuvre les outils disponibles que pour s'engager volontairement et en toute transparence. Cette mobilisation sera essentielle vers le COP21 et au-delà.

